

TIZI-OUZOU

Les forêts ont encore flambé cette année

Le mois d'août et le début septembre se sont distingués encore une fois, cette année, par de nombreux foyers d'incendie qui ont ravagé d'importantes superficies forestières et arboricoles.

Plus d'une centaine de foyers ont été recensés dont 53 durant le mois d'août et une soixantaine au cours des premiers jours de septembre, et ce, au moment où l'on espérait boucler un été calme en matière de feux de forêt. En effet, aucun incendie n'a été relevé durant le mois de juin, généralement sans problème, en dépit de la canicule qui a sévi dès les premiers jours de l'été à 40° et plus. Le mois de juillet qui se signalait d'habitude avec plus de 30 foyers n'a connu que 9 départs de feux qui ont parcouru 65 hectares. Ce constat n'a pas manqué d'intriguer les observateurs

et la population sachant les très fortes chaleurs qui ont marqué cette première moitié de l'été. Cela est dû, disait-on parmi les services techniques concernés, à la vaste campagne de sensibilisation menée dans le cadre de la prévention qui a touché l'ensemble de la wilaya et d'une façon toute particulière les 9 daïras où les incendies reviennent chaque année.

On se disait aussi que la forte pluviométrie des mois précédents et le taux d'humidité qui en a résulté étaient sûrement pour quelque chose dans le calme exceptionnel de l'été 2008 en matière d'incendies

de forêt. On était, en tous les cas, loin de s'attendre à cette multitude de feux recensés les 8, 9 et 10 septembre. Les foyers d'incendie se chiffrèrent à plusieurs dizaines par jour notamment à Aït-Yahia Moussa où l'on a déploré des blessés par brûlures et même des émeutes mettant en cause les services de sécurité à l'origine des incendies. Aïn-El-Hammam, Azazga, Azeffoun, Béni Douala, Bouzeguène, Draâ-El-Mizan, Larbaâ-Nath-Irathen, Makouda, Tigzirt, Tizi-Rached sont autant de régions où la Protection civile, la Direction des forêts et les citoyens des villages voisins étaient à pied d'œuvre pour combattre les feux dévastateurs durant ces journées d'enfer.

Durant ces journées apocalyptiques, on a relevé pas moins de 2000 hectares qui ont été la proie des flammes causant d'importants dégâts au patrimoine forestier et arboricole dont, entre autres, 4 000 oliviers brûlés ruinant les espoirs des viticulteurs pour plusieurs années à venir. Ces derniers plus ou moins rassurés, au terme de plusieurs jours d'émeutes, par les promesses d'indemnisation, dont ils se seraient pourtant bien passés, n'ont plus que les yeux pour pleurer, sur la bonne récolte attendue partie en fumée, en attendant le travail des commissions chargées d'évaluer les dégâts et d'identifier les victimes.

Ainsi l'année 2008, malgré une nette amélioration

des équipements et des effectifs de la Protection civile et de la Conservation des forêts toujours sur pied de guerre en pareille saison, malgré la coordination de ces deux services techniques dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt mis en place par la wilaya, en dépit aussi de la grande campagne de sensibilisation, l'année 2008 se classe parmi celles qui ont connu le plus grand nombre de feux de forêt des 12 dernières années. Elle vient derrière les saisons 1997-1999 et 2000 qui ont enregistré respectivement 195, 187 et 160 feux de forêt, elle dépasse d'ores et déjà les saisons 2004, 2005, 2006 et 2007 où l'on a relevé respectivement 75, 82, 65 et 106 feux déclarés d'après les statistiques de la Conservation des forêts.

Au total, on compte pour ces 13 dernières années plus de 10 300 feux de forêt

qui ont détruit plus de 21 500 hectares dont près de 15 000 hectares de forêt. C'est suffisamment grave, pour souligner la nécessité urgente d'accroître et de moderniser les moyens matériels des forêts et de la Protection civile dont l'implantation devra s'étendre à tous les points névralgiques de la wilaya.

L'éradication des décharges sauvages à l'intérieur ou aux alentours des forêts, l'intensification de la prévention doivent s'inscrire parmi les préoccupations majeures des collectivités locales des zones forestières. Il convient, enfin, d'écarter le feu parmi les moyens de lutte antiterroriste, il faut, développer des liens privilégiés avec la population qui peut être d'une grande contribution à l'éradication de ce phénomène monstrueux qui ne cesse de saigner le pays et le peuple tout entier.

B. T.

LE DIRECTEUR DU CNPSR À LA RADIO CHAÎNE I :

«Revoir le code de la route est une nécessité»

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne I, dans le cadre de l'émission «Fi el Ouadjiha», le directeur du Centre national de la prévention et sécurité routières a tiré encore une fois la sonnette d'alarme concernant la série noire des accidents de la route que rien ne semble pouvoir freiner. Il appellera ainsi à une révision du code de la route.

F-Zohra B - Alger (Le Soir) - Toutefois, en dépit du fait que les accidents de la route ont fait près de 3 000 morts depuis le début de l'année, M.Boutalbi a précisé que le nombre de victimes de la route a diminué depuis l'année 2004, comme il expliquera cette situation par l'entrée en vigueur de l'actuel code de la route en 2004.

L'Algérie se classe ainsi à la troisième position, par rapport au nombre de morts dans les accidents de la route, après la France et le Maroc, selon le nombre de leur population. 11 personnes décèdent par ailleurs quotidiennement sur les routes. Cette hécatombe, a expliqué hier

M. Boutaleb, est causée en premier lieu et pour plus de 90 % par le facteur humain et le non-respect du code de la route.

Ceci en dépit des campagnes de sensibilisation axées notamment sur les conséquences de l'excès de vitesse, les dépassements dangereux en particulier et le non-respect du code de la route en général.

Les nouvelles mesures, entrées en vigueur avec la mise en application du nouveau code de la route en 2004 n'ont pas produit de résultats tangibles.

Après le facteur humain, rappellera l'invité de la radio, l'état du véhicule vient en deuxième position pour les causes des accidents de

la route, avec un taux de 5,06 %, suivi de l'état de l'environnement à raison de 4,33 %. A cet effet, M. Boutaleb a rappelé sur les ondes de la radio la nécessité de revoir le code de la route, qui devrait être conforme aux normes internationales et qui contiendrait des textes à même de dissuader les conducteurs d'adopter des comportements dangereux sur les routes.

Le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routières évoquera aussi d'autres éléments qui compliquent la situation sur les routes, à savoir un accroissement rapide du parc automobile qui est actuellement à 5 millions de véhicules en circulation, et l'état des routes. Il reviendra de ce fait sur le danger que représente la RN 5 où des accidents de la route sont fréquemment enregistrés.

Cette situation sera notamment imputée à la circulation importante de poids

lourds qui ne respectent point le code de la route. L'intervenant suggérera ainsi la réalisation d'une voie réservée aux camions. Le directeur du CNPSR reviendra aussi sur les recommandations du ministre des Transports concernant les mesures urgentes à prendre, dans le but de diminuer le nombre des victimes de la route, et qui concernent la prise en charge du volet formation des futurs conducteurs.

Ces mesures se résument notamment en la modernisation de la formation, la prolongation du temps de formation, qui est actuellement estimé insuffisant, et la révision des conditions exigées pour l'activité des auto-écoles.

Concernant l'instauration du permis à points, M. Boutaleb précisera qu'il ne pourra entrer en vigueur qu'avec l'installation du Centre national des permis de conduire.

F-Z. B.

ALGER

2307 permis retirés depuis le début du Ramadan

Au cours de la deuxième semaine du mois de Ramadan, les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont enregistré 22 affaires liées à des rixes sur la voie publique ayant entraîné des blessures à plusieurs individus.

Par ailleurs, pas moins de 860 affaires liées à la petite criminalité ont été recensées au cours de la même période. Il s'agit de cas de vols à la sauvette, à la tire et d'agressions sui-

vies de vols. 18 affaires de séjour illégal d'étrangers ont aussi été constatées. En outre, 69 affaires de vente illégale de produits alimentaires ont été traitées depuis le début du mois sacré.

En ce qui concerne la police de coordination, pas moins de 5298 amendes forfaitaires ont été dressées au cours de la deuxième semaine du mois sacré. Parmi celles-ci, 45 concernent le transport des voyageurs et 13 autres le transport par taxi. Au total, 1057 permis de conduire ont été retirés dont 1250 à l'aide de radars, Sur un

autre registre, les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont enregistré 72 infractions dans le domaine de la police de l'urbanisme : 57 concernent des constructions sans autorisation, et l'édification de 13 bidonvilles. Le traitement de ces affaires a impliqué l'émission de 12 décisions de démolition, et 17 procédures d'arrêt des travaux. Côté police écologique, il a été enregistré 135 infractions, dont 44 liées au jet anarchique d'ordures ménagères et 47 autres aux déchets solides.

N. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les deux blessés de l'accident d'El Maleh décèdent

Le nombre de décès, suite à l'accident de circulation survenu jeudi dernier à l'entrée d'El Maleh, a atteint 10 morts après que les deux blessés transportés à l'hôpital d'Oran eurent succombé à leurs blessures. D'autres blessés sont toujours à l'hôpital Ibn Zerdjab d'Aïn-Témouchent. L'accident, rappelons-le, s'est produit jeudi dernier dans l'après-midi à quelque 300 mètres de l'entrée de la ville d'El Maleh, quand un bus a percuté de plein fouet un arbre (eucalyptus) tuant 8 personnes et en blessant 28 autres dont 4 jugées graves. Transférées à l'hôpital d'Oran le jour même de l'accident, malheureusement, deux d'entre elles ont succombé à leurs blessures.

Le ministre des Transports, Amar Tou, s'est rendu vendredi sur les lieux de l'accident où il a constaté de visu l'état de délabrement du bus qui date de 1976. Il s'est rendu au chevet des blessés qui ont expliqué au ministre que le chauffeur roulait à vive allure bien qu'à maintes reprises les passagers lui eurent conseillé de ralentir. Le ministre s'est demandé comment les services de contrôle technique ont autorisé un tel bus à circuler. Une situation déplorable qui a poussé le ministre à prendre de sévères mesures contre le centre du contrôle technique d'Oran.

TENTATIVE DE HARGA DÉJOUÉE :

28 jeunes arrêtés à Béni-Saf

Agissant sur information, les services de sécurité de la daïra de Béni-Saf ont déjoué, dans la nuit de vendredi à samedi, une tentative de harga en direction de l'Espagne que comptaient entreprendre quelque 28 jeunes dont l'âge varie entre 20 et 37 ans. La police a intercepté 48 jeunes dans la forêt de Zounif alors que 20 autres ont été abandonnés à leur sort dans la forêt de Syphax (Rachgoun), après que les passeurs eurent pris la fuite. Le premier groupe de harraga est originaire de la ville d'Oran, les autres viennent d'Alger et de Béjaïa. Les investigations des éléments de la police ont permis l'arrestation de l'un des passeurs, âgé de 23 ans. Les deux autres complices, qui sont en fuite, ont pu être identifiés. Les 28 harraga ont été présentés ce dimanche devant le tribunal de Béni-Saf pour répondre du chef d'inculpation de tentative d'émigration clandestine.

S. B.